

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE : CHANGER DE BOUSSELE POUR DÉPASSER L'URGENCE ET PRÉPARER L'AVENIR

AVIS - OCTOBRE 2022

5,6 %
D'INFLATION
SUR UN AN

Source : Insee
septembre 2022

2022 ne sera pas l'année d'un retour à la normale.

Après deux années marquées par la crise sanitaire et malgré le fort rebond de 2021, le contexte social, économique et énergétique s'est tendu et la géopolitique a été bouleversée.

Les crises successives multidimensionnelles (pandémie, guerre aux portes de l'UE, épisodes climatiques extrêmes, cyberattaques) et les évolutions rapides et déjà tangibles (rapport au travail, importance accordée au bien-être et à la santé mentale, fin de l'énergie facilement abondante et peu chère) **remettent en cause nos modèles de société solidaire et démocratique.**

Le rapport du CESE révèle un décalage entre les indicateurs macro-économiques, globalement positifs en début d'année, et le ressenti des citoyens, plus négatif. Ce constat appelle à une réflexion plus globale sur l'**opportunité de nouveaux indicateurs**

pour évaluer le bien-être du pays. Le CESE insiste notamment sur l'importance de financer les investissements nécessaires à l'avenir (transition écologique et justice sociale) tout en ménageant des marges de manœuvre pour faire face aux mesures d'urgence de court terme.

6,5%

**C'EST LE NIVEAU DE
DÉFICIT FRANÇAIS
EN 2021**

Source : Cour des comptes

Face à ces constats, le CESE formule **19 préconisations** pour adapter notre pays à ces nouveaux impératifs liés à la transition environnementale et à la réduction des inégalités, et pour guider la société française vers une prospérité dans laquelle la notion de bien-être prendrait une place centrale.

LES RAPPORTEURS :

Julia Grimault

julia.grimault@lecese.fr
01 44 43 64 22

Chef de projet forêt et agriculture à l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) qu'elle représente au sein du Groupe Environnement et Nature, elle siège à la Commission Économie et finances du CESE.

David Meyer

david.meyer@lecese.fr
01 44 43 64 12

David Meyer occupe la fonction de responsable du service de la politique revendicative de la CGT. Il siège à la Commission Économie et finances du CESE.



1 CONDUIRE UNE GRANDE ENQUÊTE SUR LE BIEN ÊTRE EN FRANCE



- Étude ayant comme paramètre clé la **santé physique et mentale** et comme objectifs l'identification des déterminants de la santé et des leviers pour l'améliorer. Ces informations permettant de mieux appréhender et anticiper les vulnérabilités pourraient contribuer à l'élaboration des politiques et budgets publics, au niveau national et local.

2 LANCER UNE ÉTUDE SUR L'EFFICACITÉ ET LA PROGRESSIVITÉ DE LA FISCALITÉ EN FRANCE

- Etude s'appuyant sur un « benchmark » européen de pays comparables à la France, qui analyserait les niveaux de prélèvements et types de dépenses publiques associés dans un **objectif de progressivité, d'efficacité, d'équité, et d'égalité des chances.**

3 INSTAURER UNE CONTRIBUTION DE SOLIDARITÉ EXCEPTIONNELLE DES ENTREPRISES AYANT BÉNÉFICIÉ DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

- Pour dégager des ressources budgétaires en faveur des ménages vulnérables et des TPE et PME mises en difficultés, le CESE est favorable, au niveau européen, à cette contribution des entreprises ayant généré des bénéfices supplémentaires engendrés par l'augmentation des prix du pétrole et du gaz.



4 ALIGNER DAVANTAGE LES EFFORTS DE RÉDUCTION DE L'INTENSITÉ CARBONE DES PRODUCTIONS DE BIENS ET SERVICES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL AVEC LES OBJECTIFS CLIMATIQUES, ET ACCÉLÉRER LA MISE EN PLACE D'UN MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES

- Notamment en renforçant l'intégration prochaine de l'empreinte carbone à la **Stratégie Nationale Bas-Carbone** (stratégie de réduction des émissions importées, mise en place de budgets empreinte carbone opposables...)

5 METTRE EN PLACE UN DÉBAT DÉMOCRATIQUE EN ASSOCIANT LARGEMENT LES CITOYENS ET LES CORPS INTERMÉDIAIRES AUTOUR DE LA STRATÉGIE D'ENDETTEMENT ET DU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS D'AVENIR

- Explorer le large panel d'options de **gestion de la dette** proposés par les économistes, en incluant des options plus hétérodoxes, souvent innovantes et permettant de prendre un recul important (annulation de la dette Covid, inflation coordonnée à l'échelle européenne...).

